

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/W/6

30 juin 1995

(95-1813)

**ORGANE D'EXAMEN DES
POLITIQUES COMMERCIALES**

Original: anglais

MECANISME D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

Examen de la politique commerciale de la Côte d'Ivoire

Communication des présentateurs

Conformément aux dispositions du paragraphe C iv) de l'Annexe 3 de l'Accord sur l'OMC, on trouvera ci-après un aperçu des principaux points que M. Hervé Jouanjean (Union européenne) et M. Johannes H. Human (Afrique du Sud) se proposent de soulever lors de l'examen de la politique commerciale de la Côte d'Ivoire qui aura lieu les 4 et 5 juillet 1995.

Il est rappelé que les présentateurs remplissent leurs fonctions à titre personnel.

a) M. Hervé Jouanjean

- D'une façon générale, comment le gouvernement envisage-t-il de maintenir la compétitivité qui a résulté de la dévaluation?
- Le gouvernement s'attend à une forte croissance économique, qui pourrait atteindre 8,1 pour cent en 1997. Quelles sont les principales composantes de cette expansion attendue et y a-t-il des indices permettant de penser que la croissance correspond à ce qui était prévu?
- Comment le gouvernement envisage-t-il de stimuler la croissance du secteur privé sans nuire à la stabilité des prix, étant donné, par exemple, les pénuries de certains produits récemment observées sur les marchés intérieurs?
- Etant donné la charge du service de la dette qu'il supporte actuellement, comment le gouvernement envisage-t-il de restructurer le budget pour accompagner la croissance du secteur privé?
- Quelles sont les perspectives de développement de l'intégration régionale et quel est leur effet probable sur les courants d'échanges de la Côte d'Ivoire? Quelle sera la relation entre l'UEMOA et la CDEAO?

./.

b) M. Johannes H. Human

La réforme du système commercial

Importations de marchandises

1. Une libéralisation importante du régime commercial de la Côte d'Ivoire est intervenue récemment, sous la forme d'un abaissement des droits de douane. Des plans/programmes sont-ils prévus pour simplifier la structure du tarif douanier, par exemple en unifiant les quatre droits d'importation différents?
2. Alors que tous les droits de douane ont été consolidés dans le secteur agricole, seuls quelques produits industriels font l'objet de droits consolidés. Est-il prévu d'élargir le champ d'application des consolidations pour ce qui est des produits industriels?
3. Etant donné que le régime applicable aux marchés publics est très ouvert en Côte d'Ivoire, ce pays envisage-t-il de devenir membre de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics?

Exportations de marchandises

4. Certains secteurs d'exportation semblent devoir faire l'objet d'une déréglementation et d'une privatisation (par exemple le caoutchouc), alors que d'autres (par exemple le café, le cacao) continuent d'être contrôlés par l'Etat. Quelle est la politique actuelle de la Côte d'Ivoire en matière de commerce d'Etat et de monopoles d'exportation? Le gouvernement envisage-t-il de continuer à contrôler la fixation des prix officiels et la commercialisation à l'étranger, par exemple sur les marchés du cacao, du café et du coton?
5. Les prix de référence pour les exportations de cacao continueront-ils d'être garantis? Si la Caistab conserve son monopole d'exportation, comment le gouvernement évitera-t-il/gérera-t-il les écarts, qui pourraient être importants, entre les prix garantis aux exportateurs et les prix effectivement obtenus sur les marchés mondiaux?
6. Existe-t-il des plans concernant l'éventuelle diversification des marchés d'exportation du cacao à la lumière des modifications récentes des règlements de l'UE qui pourraient toucher les exportations de cacao vers l'Union européenne?

Commerce des services

7. Quelles sont les politiques suivies en matière de prix dans les secteurs de la distribution de pétrole, de l'électricité et de l'eau? Quels sont les mécanismes mis en place pour éviter que les prix élevés ne se traduisent par des coûts élevés des intrants et ne nuisent aux exportations?
8. Quelles ont été les réformes récentes dans le domaine des transports maritimes et quelle incidence ont-elles eue sur les conditions d'échanges dans ce secteur?